NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

22/06/2020

Le confinement s'arrête… et la lutte des classes rebondit !

Samedi dernier 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente, samedi 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter et licencier les autres

Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches. De fait la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaiement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême-droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

« Pas de justice pas de paix »

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du Cac 40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi sévit contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.

Le 16 juin à Strasbourg…

Sans attendre le feu vert des directions syndicales ni l'autorisation de manifester, les hospitaliers se sont donné rendez-vous dans la rue le 16 juin. La manifestation a réuni plus de 5000 personnes place Kléber, formant un cortège dynamique dans les rues de Strasbourg. On a vu des équipes de différents services des HUS venus en groupe marcher côte à côte, des slogans fièrement arborés sur nos blouses. Les salariés du public comme du privé se sont fait entendre, comme en témoigne la venue de salariés des Ehpad ou le cortège de la clinique Rhéna. Une nouvelle preuve, s'il en fallait, que nos revendications sont partout les mêmes : plus de moyens, plus de lits et revalorisation des salaires. Une simple prime ne nous fera pas taire !

…et partout en France

Colères affichées, revendications communes, ambiance motivante, et descente en nombre, tout était réuni le 16 juin dernier pour montrer que le monde de l'hôpital refuse un retour à l'anormal. Plusieurs milliers de personnes dans des dizaines de grandes villes, et plusieurs centaines dans les petites villes pour environ 220 cortèges dans toute la France. Parmi ces cortèges, on compte la moitié de soignants qui sortent par petites grappes blanches, vertes ou bleues des hôpitaux, souvent réunis par services. De Paris à Marseille, en passant par Besançon ou Nantes, impossible de compter le nombre de manifestants sur tout le territoire. Le 16 juin, les applaudissements de 20 heures et les soignants sont descendus massivement dans la rue. Toutes ces initiatives pourraient bien continuer et se coordonner pour frapper encore plus fort !

16 juin vs Ségur de la Santé : 1 – 0

Depuis bientôt un mois, le gouvernement se refait une santé rue Ségur. Il se veut ouvert à la discussion avec les héros de la nation, mais les hospitaliers ont d'emblée été écartés de la table des négociations. Pendant que les syndicats jouent des coudes pour s'y faire une place, le gouvernement multiplie les effets d'annonce, promet des nouvelles primes et une revalorisation des salaires de l'ensemble des hospitaliers. Prime dont on n'a d'ailleurs toujours pas vu la couleur, mais on sait bien que « les belles promesses ne remplissent pas la bourse ». Sans attendre le dénouement du Ségur, prévu pour le 1er juillet, on est descendus dans la rue pour taper du poing sur la table, en rappelant notre réalité et nos revendications. Face à un gouvernement aussi déterminé à nous faire payer la crise, il n'est pas certain que ça suffise. Il faudra d'autres 16 juin pour renverser leur table.

Bon flic, méchant flic

Si quelques CRS ont applaudi les soignants à Nîmes, les cortèges parisien et toulousain se sont fait gazer. Ce phénomène ne manque pas de précédents, on se souvient de la mobilisation des soignants l'année dernière ou du mouvement contre la réforme des retraites. Les images de l'interpellation de Farida, une infirmière, ont fait vivement réagir : on la voit traînée par les cheveux puis plaquée au sol par plusieurs flics. Les applaudissements et le gaz sont les deux faces de la pièce policière. Lorsque les travailleurs relèvent la tête, le gouvernement va d'abord tenter d'apaiser le conflit par la méthode douce. Macron annonce des primes, les élus se déclarent solidaires sur tous les plateaux télé et les flics vont applaudir. Mais quand la carotte ne suffit plus, l'État déploie son bras armé. Les héros de la nation ne font pas exception face à la matraque, Farida l'a appris à ses dépens : « on asphyxie déjà dans les hôpitaux, et quand on manifeste, on nous gaze. » Les violences policières ne sont pas le fait de quelques brebis galeuses, l'usage de la violence est la première fonction de la police, c'est une institution de la répression.

Communiqué de la liste « Strasbourg Anticapitaliste et Révolutionnaire » aux élections municipales.

C'est dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale que se tiendra le second tour des élections municipales. La pandémie a révélé aux yeux du plus grand nombre que le système capitaliste, imposant la recherche du profit à tout prix, empêche de répondre aux besoins sanitaires et sociaux de la population. Ce sont les classes populaires, les soignants et toutes les professions au service du bien commun, les migrants, les sans-abris qui ont été les plus exposés et qui paient aujourd'hui la crise. Le monde d'après de Macron et de ses disciples strasbourgeois n'est pas inconnu.

Les 3 têtes de liste présentes au 2ème tour à sont toutes issues de l'ancienne majorité municipale. Ils ont voté le même budget et appliqué la même politique d'austérité et de casse du service public municipal. Le « renouveau local » a un goût de déjà vu au national. Leur fonds de commerce reste le même et l'arbre ne cachera pas la forêt. Ils privatisent les profits et socialisent les pertes : licenciements, racket sur les congés, fin des 35h, chômage et précarité, dégradation des conditions de travail, austérité qui se poursuit même dans le secteur essentiel qu'est la santé.

Au 1er tour, nous avons défendu les services publics, les transports gratuits, la réquisition des logements vides, un accueil digne pour les migrants, et nous continuerons à lutter pour un monde meilleur aux côtés des travailleuses et des travailleurs du public comme du privé, avec ou sans emploi.

Le NPA de Strasbourg ne donne aucune consigne de vote pour le 2ème tour et appelle à se mobiliser sur nos lieux de travail et dans la rue, comme le 14 juin contre le racisme et les violences policières, comme les personnels de santé le 16, pour un renversement révolutionnaire de cette société capitaliste.